

Enfin, il a décidé, contre l'avis américain, de procéder à l'exécution du leader chiite Nimr. Pour tenter de dissiper les doutes et les malentendus, le secrétaire d'Etat américain a repris le chemin de Riyad où il s'est réuni, les 23 et 24 janvier, avec ses partenaires du CCG pour leur réitérer le respect, par son pays, de ses engagements et dissiper leurs craintes sur un rapprochement avec l'Iran, à la lumière de l'accord nucléaire qui venait d'entrer en vigueur une semaine auparavant.

Mais vraisemblablement, ce geste n'a pas suffi pour rassurer les dirigeants arabes, notamment les Saoudiens, dont le ministre des Affaires étrangères n'a pas caché son scepticisme en déclarant : «En gros, je ne pense pas que les Etats-Unis sont tout à fait conscients du danger que représentent les méfaits et les activités malveillantes de l'Iran. Je ne crois pas que les Etats-Unis se fassent la moindre illusion sur le type de gouvernement qu'est l'Iran.» Ce à quoi le secrétaire d'Etat a répondu que «les Etats-Unis demeurent préoccupés par certaines activités de l'Iran comme son soutien aux groupes terroristes comme le Hezbollah et son programme de missiles balistiques» contre lequel les USA ont imposé des sanctions récemment.

Il a aussi rappelé que les USA se tenaient aux côtés de leurs partenaires (arabes) «face à toute menace extérieure et les défendraient, si nécessaire». Mais c'est un fait, il est loin le temps où l'Iran faisait partie de l'«axe du mal» évoqué par le Président Bush dans son discours sur l'état de l'Union du 29 janvier 2002, incluant Iran, Irak et Corée du Nord.

L'Administration démocrate insiste pour présenter l'accord nucléaire avec l'Iran comme un modèle du genre qui vise avant tout à mettre fin au processus de prolifération nucléaire militaire que l'Iran tentait de mettre en œuvre et éloigner le spectre de la guerre.

Pour Kerry, l'essentiel a été «d'avoir éliminé une arme nucléaire d'un pays de la région». Il ajoute que l'accord n'empêche nullement les Etats-Unis de «garder une relation solide, une alliance claire et une amitié forte avec le royaume d'Arabie Saoudite, comme cela a toujours été le cas». Il conclut «idéaliste» : «Personne ne cherche le conflit. Nous essayons de résoudre ce conflit (avec l'Iran).»

A l'évidence, on retrouve la même préoccupation chez le Président Obama qui a déclaré : «Nous avons réalisé des progrès historiques grâce à la diplomatie sans passer par une nouvelle guerre au Moyen-Orient... Cela démontre ce que nous pouvons faire avec de la force, de la sagesse, du courage et de la patience.» Obama tente de parvenir à un équilibre du rapport de force entre les deux camps sunnite et chiite. Mais a-t-il réussi ?

#### Quelle stratégie américaine pour la région du Moyen-Orient ?

Dans ce contexte, peut-on parler de nouvelle stratégie américaine au Moyen-Orient que certains n'hésitent pas à qualifier de «doctrine Obama»? Pour tenter d'y répondre, il y a lieu d'examiner certains facteurs qui plaideraient en faveur de cette approche.

Ils sont d'abord d'ordre géostratégique et se résument, quoiqu'en disent les responsables américains, en une nouvelle vision «soft» des relations avec l'Iran considéré comme un «acteur responsable». Dans ce contexte, ce pays, au moins tant que les modérés le dirigent, devrait faire équilibre avec le poids de l'influence saoudite dans la région, influence, par ailleurs, en perte de vitesse et contribuer à renforcer les efforts occidentaux dans la lutte contre l'extrémisme islamiste que Riyad a contribué à faire naître mais qui, pour l'essentiel, échapperait aujourd'hui à son contrôle.

Cette perspective s'est transformée progressivement en hantise dans le camp sunnite qui se sent lâché par l'allié américain.

Mais il y a d'autres raisons qui, outre l'accord sur le nucléaire, ne trompent pas. Pour preuve, l'alignement américain sur les positions saoudiennes n'est plus systématique comme par le passé. On peut le constater à travers la «coopération» opérationnelle américaine avec le corps des Gardiens de la Révolution ou Pasdarans en Irak contre l'Ei, le soutien discret à l'intervention arabe au Yémen et le refus américain d'intervention armée ouverte et consécutive en Syrie, malgré l'usage du régime syrien de l'arme chimique.

La politique du président Obama en fin de mandat est critiquée non seulement par le camp arabe sunnite, mais aussi par des proches alliés comme la France et la Turquie. Un autre facteur et non des moindres est le pétrole. Depuis que les Etats-Unis se sont lancés dans l'exploitation du pétrole de schiste, le pays est devenu pratiquement autosuffisant en pétrole au point d'envisager d'en être un des principaux exportateurs mondiaux. La production pétrolière américaine a augmenté de près de 90% depuis l'été 2008. Et c'est logiquement que la Chambre des représentants a voté le 18 décembre 2015 un texte qui permet désormais l'exportation du pétrole américain. Pour rappel, l'interdiction d'exporter du pétrole américain avait été prise en 1975, après le premier choc pétrolier de 1973 et l'embargo arabe imposé aux alliés d'Israël.

### ***Certains analystes estiment que cette politique aussi économiquement désastreuse soit-elle pour l'Arabie Saoudite (et d'autres pays) sera poursuivie «pour un temps encore» pour empêcher l'Iran de récupérer une part importante du marché pétrolier et disposer ainsi d'une aussi importante manne financière, à la suite de la levée de l'embargo pétrolier sur le pays.***

Cette nouvelle dynamique atténue l'importance stratégique du Moyen-Orient comme fournisseur majeur de pétrole pour l'économie américaine et distend le lien ombilical de la sécurité de l'approvisionnement énergétique des USA avec cette région du monde.

Enfin, force est de reconnaître qu'en matière énergétique les deux alliés sont devenus plutôt concurrents, voire adversaires : la chute (provoquée) des cours du brut ne vise-t-elle pas en priorité le pétrole de schiste américain ? Plus qu'un réservoir de pétrole où l'Arabie Saoudite jouait un rôle majeur, le Moyen-Orient est aujourd'hui perçu par les USA comme un front avancé de la lutte antiterroriste mondiale. Et là, tant l'Iran que l'Arabie Saoudite sont appelés à collaborer avec l'Occident.

L'intérêt actuel et même futur des USA s'oriente désormais vers la zone Asie-Pacifique où la rivalité chinoise et d'autres pays émergents de cette zone pose de sérieux défis à l'Amérique.

#### La Russie, invité surprise

Par ailleurs, Washington est dans la contrainte de tenir compte de l'intervention, notamment aérienne de la puissante Russie en Syrie. Cette intervention avait été décriée par l'Arabie Saoudite, ses alliés et certains pays occidentaux comme la France. Mais la Russie a joué le fait accompli et même si ses avions bombardent indistinctement les forces d'opposition armée syrienne et les civils, elle a réussi non seulement à s'imposer, à l'image de l'Iran d'ailleurs, comme élément essentiel dans la recherche d'une solution au drame syrien, mais surtout à faire du régime syrien un acteur incontournable dans ce contexte. Mais Moscou ne se contente pas de l'action militaire. Ses intérêts économiques constituent le moteur de cette action. Il faut garder à l'esprit son rôle dans l'édification du complexe nucléaire iranien et le renforcement de ses capacités militaires conventionnelles.

La plus récente décision dans ce contexte a été la signature, par le président Poutine, le 13 avril 2015, d'un décret levant

l'interdiction de livrer à l'Iran des missiles S300, un système de batteries antiaériennes de dernière génération. Par ailleurs, Moscou et Téhéran ont signé la même année plusieurs contrats pour l'acquisition par Téhéran d'avions et de satellites militaires pour un montant de 21 milliards de dollars.

Cependant, Moscou, tout en s'accrochant au partenaire iranien, ne souhaite pas s'aliéner le riche royaume saoudien. Dans ce contexte, le puissant prince et ministre saoudien de la Défense, Mohamed Bin Selman, s'était rendu à Moscou en juin 2015 pour discuter non seulement de politique mais surtout d'affaires, plus précisément d'investissements pour le royaume et d'achats militaires pour l'Egypte (entre 2,5 et 3 milliards pour le maréchal Sissi). La visite s'est achevée sur une promesse du fonds souverain saoudien d'injecter 10 milliards de dollars d'investissements dans l'économie russe.

L'intervention en masse de la Russie en Syrie tend à raviver l'ancien antagonisme russo-américain qui contribue à diviser davantage le Moyen-Orient où chacun des protagonistes, iranien et saoudien, compte tirer le maximum d'avantages stratégiques de son alignement sur l'une ou l'autre des deux superpuissances américaine et russe. Elle dérange au plus haut point la Turquie dont la préoccupation essentielle

d'autres pays) sera poursuivie «pour un temps encore» pour empêcher l'Iran de récupérer une part importante du marché pétrolier et disposer ainsi d'une aussi importante manne financière, à la suite de la levée de l'embargo pétrolier sur le pays.

Or, les autorités iraniennes semblent décidées à aller de l'avant avec une hausse de production prévue de 500 000 barils/jour au début de l'année en cours et 1 million dès mars 2016. Le bras de fer entre les deux rivaux ne semble pas sur le point de s'achever et les autres exportateurs de brut doivent envisager tous les scénarii pour tenter de s'en sortir.

#### Le message de Riyad

Pourquoi les autorités saoudiennes ont-elles mené à terme la condamnation de Nimr, sachant pertinemment qu'une telle décision comportait de sérieux risques tant à l'intérieur du Royaume qu'à l'extérieur et qu'elle aboutirait fatalement à la radicalisation de la scission entre sunnites et chiites et à la complication des relations, auparavant tendues, avec l'Iran ? D'autant que certaines sources indiquent que Washington, informée in extremis, aurait tenté de dissuader Riyad d'exécuter Nimr, en vain. Quel message voulait envoyer Riyad ?

Il serait à double portée : d'abord, l'Arabie Saoudite, qui cultive une prétention assidue au leadership du monde sunnite, devait montrer sa résolution à lutter contre les «hérétiques chiites» et ne pas laisser cette «tâche» aux seuls extrémistes djihadistes sunnites. Ensuite, en exécutant en nombre des citoyens saoudiens (la plus importante exécution en nombre, selon Human Rights Watch), il fallait rappeler aux extrémistes, quand bien même ils seraient saoudiens, que l'objectif est aussi de combattre la radicalisation des jeunes Saoudiens. Mais en appliquant la même sentence extrême à un opposant politique comme à des djihadistes radicaux, Riyad devait s'attendre donc à des condamnations et des manifestations de colère chiites tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, jusque dans le lointain Pakistan.

Quant aux pays occidentaux, ils se sont contentés de marquer leur désapprobation d'une exécution collective et ont lancé des appels à la retenue en direction de Riyad et de Téhéran.

#### Et demain ?

L'année 2016 commence donc par une nouvelle exacerbation de la tension qui singularise les relations entre deux puissances régionales du Golfe arabo-persique et qui dure depuis plus de 30 ans. La crise renforce l'instabilité chronique dans laquelle se débat toute la région, avec des retombées inquiétantes tant pour les peuples de la région que pour la paix et la sécurité internationales. Cette escalade risque aussi de perturber la lutte contre l'Etat islamique (EI) que ce soit en Irak, en Syrie ou même au Yémen. Antagonismes culturels, de civilisations arabe et persane ou purement politiques ? Peu importe la qualification.

La tension entre l'Iran et l'Arabie Saoudite implique deux régimes autocratiques et théocratiques qui font peu cas de la démocratie et des droits de l'Homme.

Les autorités iraniennes sont outrées par l'exécution de Nimr et oublient qu'en 2014, de sources officielles, il y a eu 289 exécutions capitales dont plusieurs prisonniers politiques en Iran. Des sources indépendantes parlent de 743 exécutions et de 90 pour l'Arabie Saoudite ! Le clivage doctrinal entre les deux principaux courants de l'islam, *sunna* et *chi'*, a été amplifié et récupéré pour servir de justification morale à une politique de division de peuples attachés à une même et unique religion de paix et de concorde, l'islam. Ce même clivage sert aussi de socle d'expansion à de nombreuses organisations djihadistes et au terrorisme mondial et sert les desseins du projet du Grand Moyen-Orient. Si pour le moment l'éventualité d'un conflit armé ouvert entre les deux pays n'est pas envisageable, la tension s'aggrave chaque jour davantage et nul ne pourra dire de quoi sera fait demain au Moyen-Orient.